Le Magazine de l'Education

N°0
mars 2017

« Mettons l'éducation au cœur des débats politiques »

Philippe Meirieu

INNOVATIONS

Archiscola, ou comment construire l'école de demain

ACTUALITÉS

L'éducation dans les programmes des candidats

Les programmes électoraux vus par les professionnels

Les programmes pour l'éducation des candidats à l'Election présidentielle

Le Magazine de l'éducation
TECHEDULAB
Université Cergy-Pontoise
Avenue Bernard Hirsch
95000 Cergy-pontoise

Courriel
lemagazinedeleducation@gmail.com

Directeur de la publication
François Germinet

Rédacteur en Chef
Alain Jaillet

Responsable éditoriale
Béatrice Mabilon-Bonfils

Charte Graphique
Enzo Archiapati

Impression
interne

ÉDITORIAL

Le magazine de l'éducation s'adresse aux professionnels, décideurs des politiques de l'éducation. Il est édité par la plateforme TECHEDULAB de l'Université de Cergy-Pontoise. Elle fonctionne comme un incubateur d'innovation et de recherches dans le champ de l'éducation. Tout en développant des recherches, il s'agit de promouvoir et développer des chaires de recherche et de valorisation qui s'inscrivent pleinement dans l'initiative d'excellence (I-Site) dont l'université de Cergy-Pontoise, membre fondateur de la Comue Université Paris-Seine, a été lauréate en février 2017. L'enjeu est d'étudier et de permettre de comprendre ce que sont les phénomènes éducatifs en mutation, de les faire comprendre afin de construire des conditions d'évolution. Le premier numéro s'intéresse aux programmes des candidats à l'élection présidentielle. Que proposent-ils ? Comment le système éducatif va être impacté par la nouvelle configuration politique ? Si l'éducation est le lieu des réformes, et il n'est pas une majorité législative qui ne s'y attelle, c'est le lieu dans lequel elles s'absorbent sans vraiment colorer durablement les évolutions attendues. Sur le fond et la forme, à la lecture des programmes des candidats, il n'y a pas de changement profond du système attendu. L'Ecole est le ciment, le creuset, l'unité de la nation, pour reprendre quelques-uns des poncifs que l'on va lire, et personne ne remet en cause un système. L'Education Nationale est la plus grosse administration de la République, et elle est toujours pilotée de façon centralisée dans des constructions démocratiques qui ne s'interrogent jamais. Tous les politiques veulent faire croire qu'une école de la République est la même qu'une autre école de la République. Pourtant, chacun sait que cela est faux. Jamais aucune élection ne sanctionne le décalage de plus en plus grand entre les résultats qu'elles produisent. Pour une part, parce que les citoyens aisés ont à disposition un système qui fonctionne très bien, qui sélectionne les meilleurs dans une logique d'élitisme républicain convoqué-confisqué au profit de la continuité. Tous les rapports internationaux le démontrent. Pour une autre part, parce que les citoyens en difficulté ont bien d'autres préoccupations quotidiennes plutôt que de s'élever contre un système qui ne garantit pas la promesse républicaine. Pour les uns et les autres, l'éducation n'est pas un enjeu électoral. En conséquence, aucun élu ne sera battu pour cause de difficultés du système éducatif. En démocratie, l'élection et ses enjeux, devraient pourtant représenter cette dimension évaluative.

Le deuxième propos du magazine s'intéresse à l'architecture et l'environnement scolaire. Si l'éducation est nationale, les lois de décentralisation ont confié aux collectivités territoriales la charge et la responsabilité des bâtiments. A fond renversé par rapport au propos précédent, le niveau national a abandonné le terrain de la réflexion sur ce que l'architecture scolaire induit en terme de système éducatif. Depuis décembre 2016, la Chaire *«Transition ²: des espaces en transition à la transition des espaces»* se positionne explicitement sur ce terrain pour réinvestir par la recherche des problématiques qui ont été pendant des décennies au cœur de l'évolution du système éducatif, mais qui ne le sont plus.

Alain Jaillet
Responsable de la Chaire Unesco
« Francophonie et révolutions des savoirs
Université de Cergy-Pontoise

Quels enjeux éducatifs pour 2017 ?

Les campagnes électorales nationales n'ont guère été, jusqu'ici, propices à des débats de fond sur l'éducation. Ces derniers ont eu plutôt lieu à l'occasion d'initiatives gouvernementales intervenues en cours de mandat, comme en 1984 et en 1994, sur les questions de l'école privée, en 1989 sur la laïcité, ou encore, plus récemment, sur le problème des notes, des rythmes scolaires, voire de la réforme de la terminologie grammaticale…

Il semble peu probable qu'il en soit de même en 2017. Les mauvais résultats internationaux de la France et la

montée des inquiétudes individuelles des parents, la persistance d'un fort chômage des jeunes et les tensions sociales qui s'exaspèrent, l'onde de choc des attentats et l'arrivée du numérique… tout cela se conjugue et impose aux politiques de se positionner.

Il n'est pas facile, pour autant, d'y voir clair et de dégager quelques enjeux forts quand on se contente de mettre bout à bout et face à face toutes les mesures proposées par les uns et les autres sur des sujets aussi divers que la priorité au primaire, le recrutement des enseignants et la durée de leur service, l'entrée au collège et l'organisation du baccalauréat, le port de l'uniforme, les programmes d'histoire, le soutien scolaire, l'autonomie des établissements, la mixité sociale, le rôle des familles, l'avenir de l'enseignement professionnel, etc. Tout cela doit être regardé de très près. Mais tout cela aussi doit être interrogé à la lueur de quelques questions clés que nous nous permettons de poser ici de façon volontairement impertinente.

Ne voit-on pas monter, ici et là, une conception de l'École qui promouvrait une « autonomie » complète des établissements, conçue sur un mode totalement libéral, tandis qu'un enseignement très « identitaire » de notre histoire – et plus largement de la culture scolaire – aurait pour fonction de garantir, sur le plan idéologique, une unité nationale bien mise à mal par le développement des ghettos scolaires ? En d'autres termes, ne voit-on pas pointer un modèle où le développement des forces centrifuges serait, tout à la fois, encouragé au plan social et contenu par l'emprise d'une « idéologie nationale » ?

Dans le même ordre d'idées, ne doit-on pas distinguer une conception « libérale » de l'autonomie des établissements fondée sur le présupposé que la concurrence suscite l'émulation et produit la qualité, d'une « autonomie démocratique » qui donnerait de véritables responsabilités aux acteurs sans casser le « service public » ? Quand beaucoup d'enseignants se vivent comme largement prolétarisés par la « machine-école », ne faut-il pas que l'État assume clairement ses objectifs – la transmission d'une culture émancipatrice, la formation du citoyen et la mixité sociale – mais se dégage d'une conception technocratique et infantilisante du contrôle pour faire confiance aux équipes ? Entre balkanisation et clanification, d'un côté, et « institution républicaine » de l'autre, ferme sur ses objectifs communs et confiante dans la capacité des acteurs à conduire des projets cohérents avec les idéaux de la nation, il faut choisir.

Par ailleurs, mesure-t-on bien ce

que l'on engage quand on propose de développer largement – dans le cadre d'officines privées ou d'un « service public » – le soutien scolaire ? Ne peut-on pas craindre une externalisation systématique du travail scolaire en dehors de la classe et de la responsabilité des professeurs ? Et en voit-on bien les conséquences ? Veut-on vraiment que les élèves aillent en cours pour recueillir de l'information et s'adressent ailleurs quand il s'agit d'apprendre à « travailler vraiment » ?

Cela pose, évidemment, la question de la formation des enseignants : comment s'opère-t-elle aujourd'hui ? A-t-on partout dépassé la juxtaposition de cours universitaires et d'apports hétéroclites pour engager une logique de professionnalisation, articulant selon un curriculum rigoureux, les différentes étapes d'une vraie professionnalisation ? Et que dire de la formation continue des enseignants et des cadres, aujourd'hui totalement sinistrée et qui devrait être une priorité absolue dans un univers si changeant et où les inégalités ne cessent de s'accroître ?

Et puis, comment, ne pas tenir compte, bien plus qu'on ne le fait aujourd'hui, des inégalités en proportionnant délibérément les dotations « consolidées » – avec tous les salaires, mais aussi les dépenses de formation et pédagogiques – aux difficultés sociales des élèves scolarisés ? Nul doute que certains lycées prestigieux, particulièrement bien dotés aujourd'hui, auraient alors à reconsidérer leur recrutement !

Et, enfin, au-delà d'une politique scolaire, ne faut-il pas penser une véritable « politique de jeunesse » ? Politique de jeunesse dès la petite enfance, en développant le soutien à la parentalité, mais en interrogeant aussi les médias, la publicité, les industries du numérique sur leur impact éducatif. Politique de jeunesse en faveur des adolescents, niés dans leur identité et à qui l'on impose une forme scolaire qui reste jusqu'au baccalauréat celle de la classe de sixième. Politique de jeunesse en faveur de ces deux millions de jeunes adultes « décrochés » et « invisibles », sans formation ni emploi, qui « tiennent les murs » dans nos « cités » et dont l'abandon disqualifie ceux qui rêvent de les intégrer dans « la Cité ».

Mettons l'éducation au cœur des débats politiques, mais sachons, au-delà des catalogues de mesures, en voir les enjeux de société. Bref, sachons faire de la politique.

Philippe Meirieu
Université LUMIERE-LYON 2

Quelle politique pour l'école et l'éducation ? Une première comparaison des programmes pour les élections présidentielles 2017

Cette brève investigation montre l'importance significative des politiques éducatives comme lieu de concrétisation d'orientations politiques générales voire de projets de société. Elle confirme également le caractère incomplet et souvent flou, parfois indigent, de ces programmes électoraux, à des degrés divers. Cette étude s'appuie sur l'ensemble des sources disponibles au 1er mars 2017.

Synthèse des grandes orientations de chaque programme disponible

Le programme de P. Poutou a une forte cohérente philosophique pour une éducation émancipatoire, démocratique, solidaire et égalitaire, avec un fort soutien à l'éducation nationale y compris en zones prioritaire. Celui de B. Hamon est d'une philosophie proche mais moins explicitement affirmée dans les principes, davantage dans certaines modalités concrètes. Celui de J.-L. Mélenchon, ancré sur une défense d'un cadre national républicain, revendique une prise en compte volontariste de la lutte contre les inégalités sociales et une rénovation. Le programme d'E. Macron apparait plus techniciste et moins cohérent, dans un esprit plus néolibéral, avec un accent mis sur la préparation à « innover, entreprendre, réussir » et aux TIC. Celui de F. Fillon est marqué par une fibre autoritariste, nationaliste et conservatrice, pour un enseignement traditionnel, faisant plus de place à l'apprentissage en entreprise et au privé, sans négliger l'exercice du métier d'enseignante et quelques innovations. Celui de N. Dupont-Aignan, très détaillé, apparait également très traditionaliste, nationaliste, globalement rétrograde, et présente des incohérences importantes entre certains points (par exemple développer la rationalité par les sciences et enseigner l'Histoire de façon non scientifique comme un récit national) et des affirmations fantaisistes. Enfin, le programme de M. Le Pen, tout aussi détaillé, est un archétype charpenté de conception archaïque, autoritariste et inégalitaire de l'école et de ses personnels, dans une visée de soumission nationaliste (y compris des parents), marquée par un obscurantisme explicite et un retour à des pratiques et des contenus anciens voire dépassés

(mais M. Le Pen rejette tout apport scientifique sur l'école), avec quelques propositions précises et parfois nouvelles.

Synthèse générale sur l'éducation dans la campagne présidentielle

Cette brève investigation montre l'importance significative des politiques éducatives (point central pour Poutou, Mélenchon, Macron et Fillon) comme lieu de concrétisation d'orientations politiques générales voire de projets de société. Elle montre des différences tendancielles nettes entre des projets de gauche (Poutou, Hamont, Mélanchon avec un bémol sur certains points) et de droite (Fillon, Dupont-Aignan, Le Pen). Ce n'est pas pour rien que chaque législature est marquée par une volonté de « réformer » l'éducation pour l'orienter selon les convictions politiques des groupes au pouvoir. Les contenus et les impasses flagrantes des programmes sont particulièrement révélateurs d'intentions, d'attentions, de désintérêt, de non-dits. Elle confirme également le caractère incomplet et souvent flou, parfois indigent, de ces programmes électoraux, à des degrés divers. Pire, on trouve dans certains programmes des incohérences et une ignorance graves de la question allant jusqu'à proposer d'abandonner des choses qui n'existent pas sauf dans des rumeurs (comme « la réforme de la grammaire », dans le programme de N. Dupont-Aignan) ou de réintroduire des choses qui y sont déjà (comme l'apprentissage de la Marseillaise). On y trouve des propositions clairement illégales y compris au niveau du droit national ou international (comme la suppression des allocations familiales, l'exclusion des parents des choix sur l'éducation de leurs enfants ou la non prise en compte de l'instruction non scolaire). On peut légitimement, dès lors, s'inquiéter pour ce que cela révèle de la conception sous-jacente globale de la démocratie, des élections et de l'exercice des mandats, du sérieux de certain-e-s candidat-e-s dans la France d'aujourd'hui.

Philippe Blanchet
Université Rennes 2 – PREFICS EA 4246

Pensons une autre école

En matière de politiques éducatives, les oppositions idéologiques sont toujours fortes. Pourtant peu de propositions radicales transforment la forme scolaire.
Les lignes de fracture passent par deux clivages principaux.

Instruction versus éducation

Sur le versant de l'instruction et de la restauration, revoici la quête d'un retour aux fondamentaux, à un socle commun de connaissances pour tous, qui garde à la disposition des esprits éclairés les savoirs plus exigeants et plus subtils: une école centrée sur les savoirs disciplinaires. Revenons aux sanctions et à la tolérance zéro, rappelons à la loi, pour réguler une génération cocoonée dans un environnement en crise et prônons les sélections et l'orientation précoces vers l'apprentissage. Reprenons la lecture syllabique et le récit commun monolithe par une histoire de France chronologiqu; ce qui aurait fait ses preuves depuis si longtemps pour promouvoir des cohortes entières vers la participation responsable à la construction de la République. Sur le versant de l'éducation et de la pédagogie, promouvons les formes de coopération entre acteurs , les pédagogies dites nouvelles, les partenariats avec des mouvements pédagogiques agréés, pour créer une nouvelle culture pédagogique de développement et favorisons les arts et la culture à l'école.

Autonomie ou centralisation du système éducatif

Ce clivage oppose les tenants d'une autonomie de pédagogie, de gestion, voire de recrutement des professeurs des établissements allant jusqu'au développement d'une offre scolaire plus diversifiée par un plus large financement du privé (même hors contrat), aux tenants d'une centralisation accrue du système éducatif, avec caractère national des diplômes en supprimant les contrôles continus, en limitant le pouvoir du chef d'établissement et en renforçant le cadrage national des ESPE.

Pourtant, peu de vraies réformes qui affecteraient la forme scolaire, ce modèle de transmission vertical et de compétition généralisée entre élèves, entre séries, entre établissements qui engendre une guerre non pas contre l'échec scolaire mais bel et bien contre les élèves en échec.

Renversons les questions et doxas faciles répétées à l'envi, à droite comme à gauche ! Ne nous demandons pas pourquoi la violence scolaire augmente mais bien plutôt comment une école en pression sous l'affermissement des modes d'emprise n'implose pas littéralement et, bon an mal an, continue de fonctionner…Ne nous demandons pas comment faire respecter la laïcité mise à mal par quelques jeunes filles voilées trop visibles, mais bien plutôt comment inclure non pas des élèves-abstraits sans appartenance ni culture, mais des sujets nés dans une société pluriculturelle. Ne nous demandons pas pourquoi les parents démissionnent face aux contraintes éducatives, mais bien comment les associer vraiment à une école ouverte. Ne nous demandons pas pourquoi la souffrance professionnelle des enseignants va croissant, mais bien plutôt comment, dans un équilibre de la peur, la souffrance des uns répond à celle des autres. Ne nous demandons pas s'il faut plus de sanction à l'Ecole mais bien plutôt d'où vient le malaise à vivre l'Ecole. Ne nous demandons pas si le niveau scolaire baisse mais en quoi les accès inédits à la culture et aux savoirs qu'offre le monde d'aujourd'hui peuvent être utilisés plutôt que niés .

Un autre projet s'impose pour notre Ecole, pariant sur l'éducabilité de tous les enfants, sur un nouveau fonctionnement collectif de l'enseignement et sur de « nouveaux » professeurs. Le levier principal est une refonte complète du concours de recrutement des enseignants : pré-recrutés à bac + 2 par des épreuves non strictement disciplinaires suivis d'une formation en alternance longue. C'est aussi la création de lieux de parole tiers dans les établissements scolaires, la suppression des notes et le remplacement de la concurrence par la coopération, l'ouverture de l'école aux artistes et aux chercheurs dans le cadre de projets pédagogiques collectifs négociés, pour susciter motivation, coopération et accès diversifié aux savoirs, la reconstruction du lien avec les familles et l'instauration du lycée unique. Proposons donc une école vraiment différente.

Béatrice Mabilon-Bonfils
Laboratoire EMA (École, mutations, apprentissages) - EA 4507
Université de Cergy-Pontoise

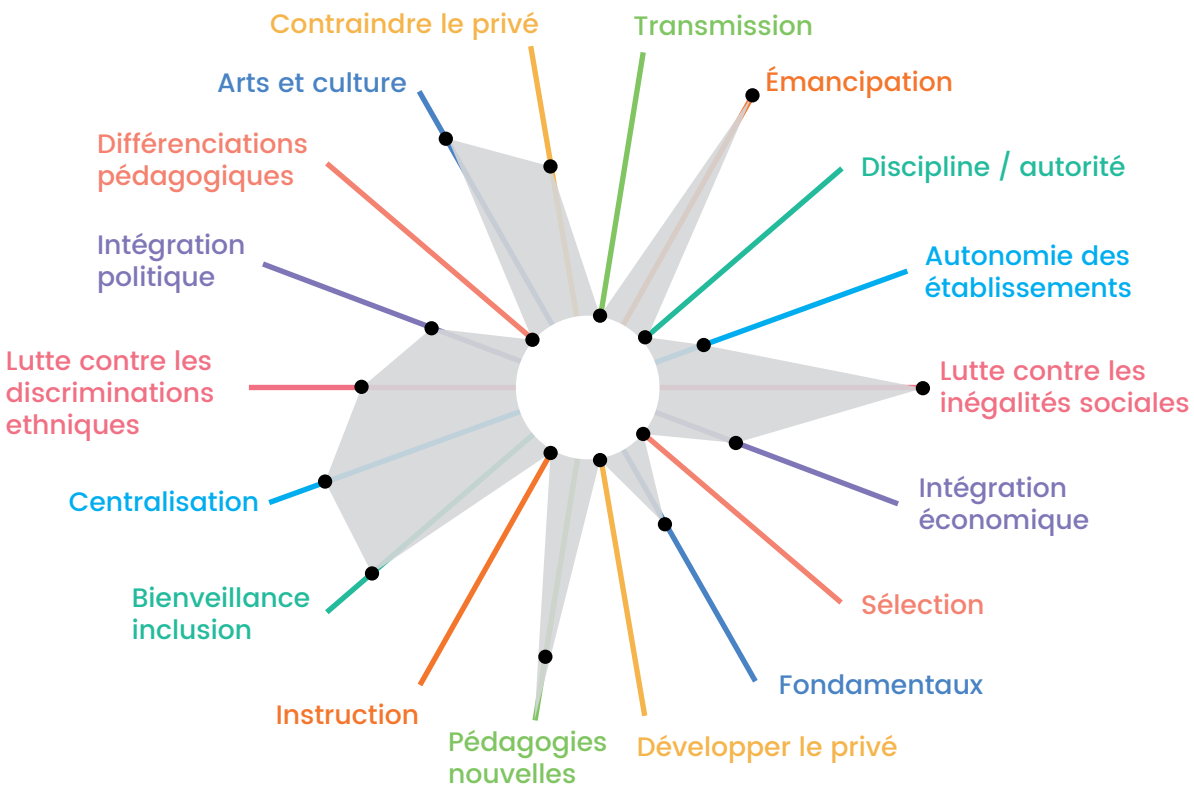
A partir de la lecture exhaustive des programmes disponibles des 11 candidats - ci-après résumés- nous avons synthétisé leurs choix politiques par un graphique quantifié. Chaque dimension représente soit une alternative : comme émancipation /instruction ou centralisation / autonomie des établissements, transmission/pédagogies nouvelles, ...etc ; soit deux axes politiques combinables ou pas comme intégration économique/intégration politique, lutter contre les inégalités sociales, lutter contre les discriminations ethniques .....

Benoit Hamon (PS) « Une République bienveillante et humaniste, c'est aussi une République qui fait confiance à sa jeunesse »

La lutte contre les inégalités est la priorité éducative : par la création d'un nouvel indice social permettant de flécher les moyens dans les lycées ;par la refonte de la carte scolaire (dans le cadre d'un dialogue qui associera l'enseignement public et l'enseignement privé) selon un objectif de mixité sociale, par une nouvelle orientation et affectation en 3éme afin de mettre fin aux discriminations, par la création d'un « service public de l'aide au devoir » et d'activités « labellisées éducation populaire » par des expérimentations de travail collaboratif entre les établissements du second degré et les éducateurs et acteurs associatifs. Il s'agira de développer les arts et la culture à l'école et sur les temps d'activités péri-éducatifs.

Il faudra limiter le nombre d'élèves par classe au cycle 2 (25 élèves par classe et 20 dans les zones prioritaires), rendre la scolarité obligatoire avant 3 ans et de garantir la scolarisation dès 2 ans dans les REP. Il s'agira de poursuivre la revalorisation des conditions de travail des enseignants (salaires, première affectation, gestion des carrières, amélioration de la formation initiale et de la formation continue), de recruter 20 000 postes d' enseignants supplémentaires, recrutés en L3 (pour ouvrir socialement le recrutement des enseignants) et formés sur deux ans et de mettre en place d'une vraie formation continue grâce à des modules de plusieurs jours par an.

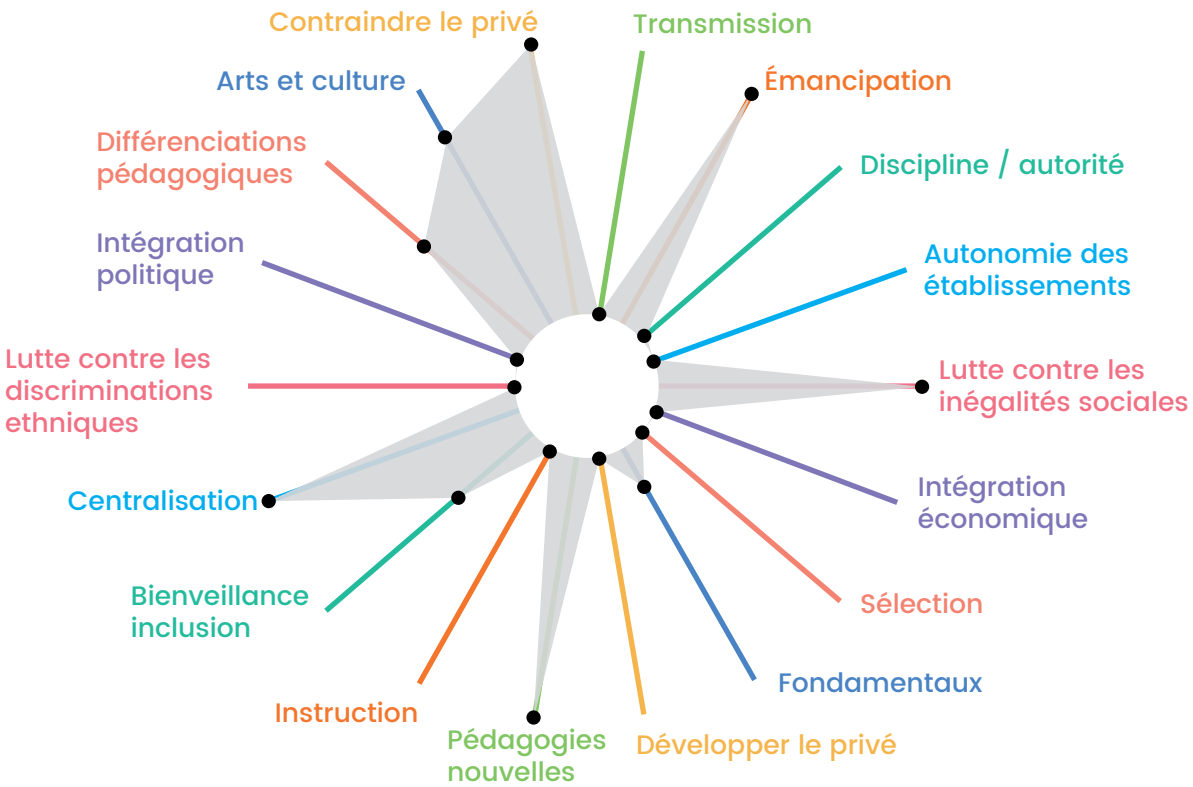
Benoît Hamon



Jean-Luc Mélenchon « Promouvoir une école où il fait bon apprendre »

Il s'agit de renouer avec les fonctions émancipatrices, individuelles et collectives de l'école. L'enseignement scolaire doit se libérer de toutes les forces d'influence. Il conviendra d'accroitre la part des professionnels (universitaires et enseignants) dans la conception des programmes scolaires, de concevoir des partenariats avec des mouvements pédagogiques agréés pour créer une nouvelle culture pédagogique ; d'intégrer dans le système scolaire une base de ressources pédagogiques en accès libre. L'école doit favoriser le développement de l'élève-citoyen, en multipliant les formes de coopération, en laissant une grande place à la liberté pédagogique. Afin de réduire les inégalités sociales et renforcer la mixité sociale, il conviendra de proposer une politique volontariste de refonte de la carte scolaire appliquée aussi au privé, d'accroître l'attractivité des établissements peu favorisés par des options rares, de créer des associations culturelles scolaires (à l'image des associations sportives), d'accepter tous les enfants à l'école (même sans papiers) en s'appuyant sur l'article 3 de la convention des droits de l'enfant. Il faudra développer un soutien scolaire gratuit et revenir sur les exonérations fiscales pour les entreprises de soutien scolaire privées. Seront créés des espaces de détente et d'échanges dans les écoles. La voie professionnelle publique sera favorisée. Une allocation d'études sera créée dès 16 ans. La cantine doit être gratuite. Il faudra pré-recruter les professeurs au niveau baccalauréat et/ou licence. 60 000 enseignants supplémentaires seront recrutés sur le quinquennat Leur formation devra être repensée par le biais d'abord d'un cadrage national des ESPE mais aussi enrichie à travers l'histoire des mouvements pédagogiques, de la psychologie. Il conviendra d'instaurer d'un système de stagiaires à tiers temps en classe avec un tuteur. Enfin, il faudra renforcer l'exercice démocratique des établissements en limitant le pouvoir du chef d'établissement.

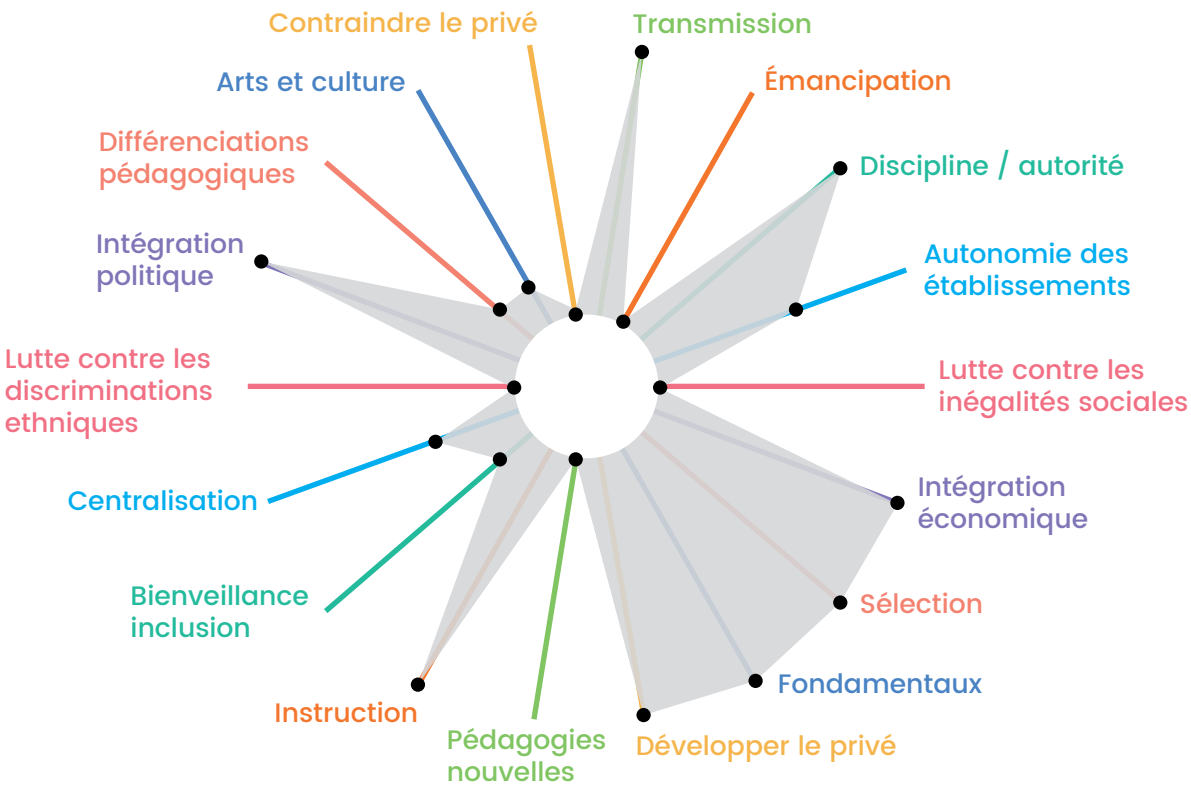
Jean-Luc Mélenchon



François Fillon «Notre enseignement scolaire n'est pas malade d'un manque de moyens »

Il s'agit de penser l'éducation comme creuset de la Nation et lieu d'intégration par la transmission de notre culture et l'école comme un acteur central dans la reconquête de la souveraineté et du redressement économique. L'apprentissage des fondamentaux en est le fondement : 75 % du temps scolaire doit y être consacré en primaire. Un enfant doit comprendre qu'il ne peut y avoir de travail sans efforts. Il faut permettre aux chefs d'établissement d'exclure les élèves les plus perturbateurs et de les confier à des établissements chargés de corriger leur comportement en même temps que de les remettre sur la voie des apprentissages scolaires fondamentaux. Il s'agit de vérifier l'acquisition des fondamentaux régulièrement par des tests appropriés à l'âge de l'enfant et notés, de rétablir la note de vie scolaire au collège, de supprimer l'interdiction des devoirs après la classe. La scolarité sera obligatoire à cinq ans et l'apprentissage possible dès l'âge de 15 ans. Il faut développer l'accompagnement personnalisé des élèves. L'enseignement professionnel doit être la voie centrale de l'accès à l'emploi, enseignement dont la responsabilité doit être confiée aux régions. Il doit permettre une autre gouvernance de l'enseignement scolaire pour donner à chaque acteur un réel pouvoir d'initiative à chaque niveau. Il faudra aussi accroitre la liberté de choix des parents entre public et privé (assouplir la règle limitant à 20% le financement de l'enseignement privé sous contrat par l'État) Il faut recruter les enseignants au niveau de la 1re année de master et les former à leur métier par la voie de l'apprentissage, grâce à une formation continue de qualité (notamment grâce aux résultats scientifiques en matière d'apprentissage des connaissances : l'apport des neurosciences) et à un soutien quotidien de la part des chefs d'établissement et des inspecteurs. Les directeurs d'école et les chefs d'établissement disposeront de réels pouvoirs. Dans cette nouvelle gestion des enseignants, on pourra moduler la charge d'enseignement en fonction de l'ancienneté, offrir des possibilités de promotion accélérée et développer une part au mérite dans le salaire des enseignants. Le temps de présence en établissement sera accru.

François Fillon

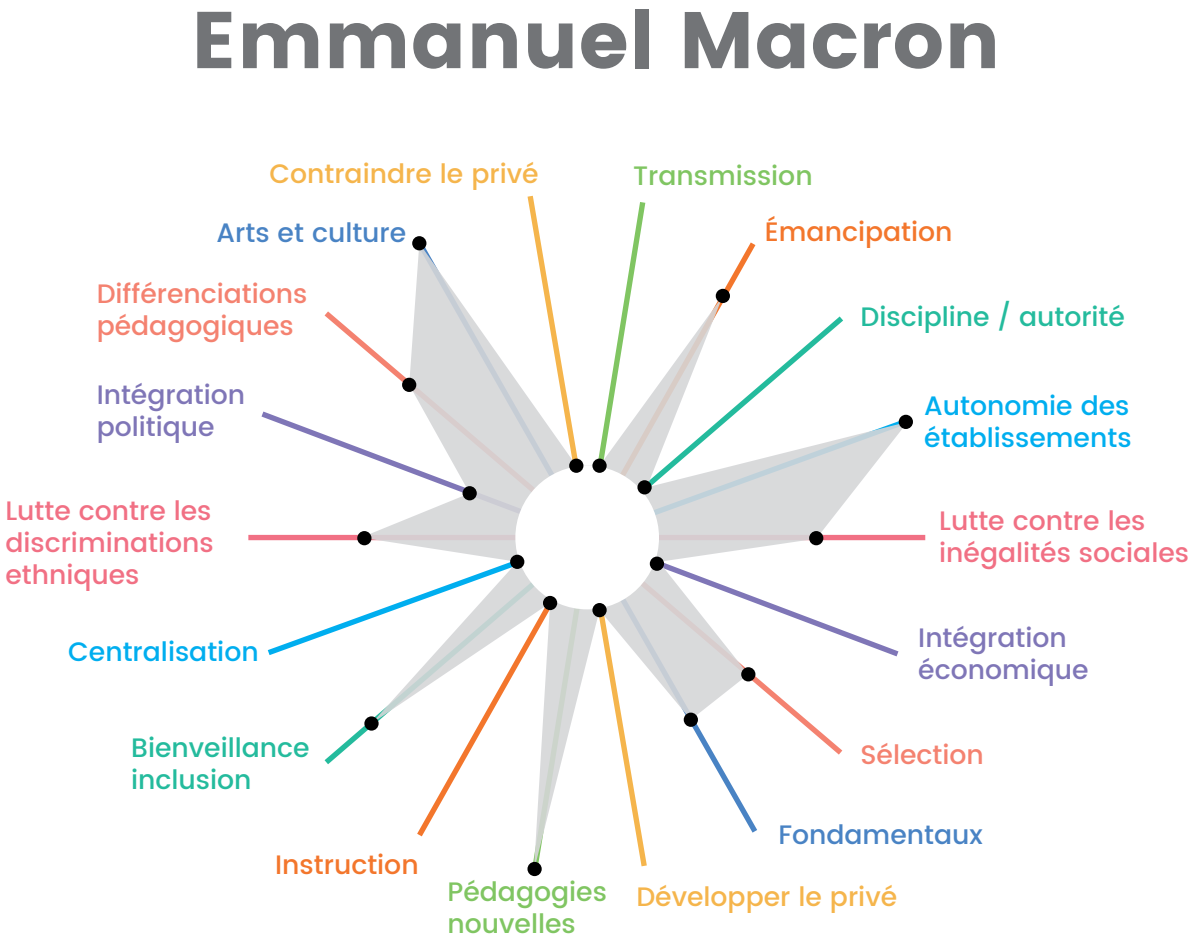


Marine Le Pen « L'Ecole a pour finalité de donner à chacun la possibilité de faire valoir son mérite personnel »

Il s'agit de renforcer l'instruction par une école centrée sur les savoirs, qui a une fonction assimilatrice de tous les enfants à la nation. Il s'agit de promouvoir l'assimilation républicaine et de rétablir l'égalité réelle et la méritocratie en refusant le principe de « discrimination positive », d'imposer la laïcité et de permettre la sécurité Il s'agit d'assurer la transmission des connaissances par le renforcement des apprentissages fondamentaux (100 % des apprentissages en primaire) (méthode syllabique obligatoire, Histoire de France chronologique, enseignement du français accentué avec les grandes œuvres littéraires nationales ...). Il faudra renforcer l'unité de la nation par la promotion du roman national et le refus des repentances d'État qui divisent. L'uniforme sera imposé. La suppression progressive sur le quinquennat des cycles, du collège unique et des ELCO est prévue. Le programme évoque également l'instauration de cours de français obligatoires pour les parents qui ne maîtrisent pas notre langue nationale. Il s'agira de réduire la part des experts dans la conception des programmes et de proscrire les sciences de l'éducation dans les Écoles normales qui remplaceront les ESPÉ. Le recrutement des professeurs est repensé avec une suppression de l'épreuve pédagogique aux concours. Le temps de travail des professeurs sera toujours réalisé au maximum en classe. Le cours prendra la forme d'un cours magistral Les classes préparatoires aux grandes écoles fondées sur « l'excellence », serviraient de modèle à l'ensemble du système scolaire. Il faut aussi développer massivement l'alternance avec un apprentissage dès 14 ans. Discipline, autorité, respect des enseignants ; « tolérance zéro » relativement aux incivilités scolaires avec sanctions y compris financières aux familles et transmission pour poursuites pénales seront promus.

Emmanuel Macron (EM) « On a démocratisé l'accès à l'école sans démocratiser la réussite dans l'école »

L'école, creuset de la nation et de la cohésion sociale est aussi une arme contre le chômage. S'émanciper et innover ; être libre et heureux, tels sont les objectifs. Il s'agira de s'appuyer sur les études des inégalités scolaires (Bourdieu et Passeron, PISA) pour réduire les inégalités sociales : diviser par deux le nombre d'élèves dans les classes de CP et de CE1 dans les zones d'éducation prioritaire (12 par classe), refonder la carte scolaire sur de nouveaux critères ; enrichir l'offre scolaire des établissements en difficulté pour rétablir leur attractivité auprès des élèves plus favorisés. Les enseignants y seront mieux payés (3000 euros par mois). Il s'agira maussi de publier les résultats des établissements . La culture est la meilleure arme contre la barbarie : les bibliothèques ouvriront en soirée et le week-end et un «Pass Culture» sera créé. L'apprentissage sera développé et les contrats simplifiés. Il faudra améliorer la médecine à l'école pour mieux diagnostiquer les troubles empêchant les apprentissages (surtout la lecture). Les études dirigées seront rétablies au collège, après la classe grâce à des bénévoles (étudiants et retraités), les classes européennes et bilingues rouvertes, l'offre diversifiée à l'heure d'internet et portable; mais l'usage des téléphones portables dans l'enceinte des écoles interdit. Il s'agira de cesser d'uniformiser ; de remplacer le magistral par du concret, de donner des moyens importants aux équipes pédagogiques qui veulent innover (notamment grâce au numérique). Il faudra donner plus d'autonomie aux équipes éducatives qui seront suivies et évaluées.



Les propositions des autres candidats

Nicolas Dupont-Aignan (DLF) : « Reconstruisons l'Ecole du savoir »

Le programme est centré sur la priorité aux savoirs fondamentaux (augmenter au primaire le temps consacré au calcul et au français, encourager l'apprentissage de la lecture par la méthode alpha-syllabique et l'usage du boulier, l'enseignement chronologique de l'histoire, supprimer les EPI (enseignements pratiques interdisciplinaires), revaloriser la part des contenus disciplinaires dans les concours de l'enseignement etc). Il s'agit de remplacer le « pédagogisme » en cours dans les ESPE et de mettre fin aux « expérimentations ». L'école doit construire le sentiment d'une appartenance nationale en réintroduisant l'apprentissage de la Marseillaise et des symboles de la République et en supprimant l'enseignement des langues et des cultures d'origines. Il faut maintenir ou rétablir à tous les niveaux, la notation chiffrée, comme incitation à fournir les efforts requis pour progresser, restaurer la possibilité de redoubler et développer l'accompagnement personnalisé des élèves en difficulté. Il faut sanctuariser les établissements scolaires, instaurer la « tolérance zéro » face aux incivilités scolaires, simplifier les procédures d'exclusion et conditionner le versement des allocations familiales à l'assiduité scolaire et sensibiliser les familles aux obligations de leur enfant en milieu scolaire. Il faut aussi restaurer les ponts entre enseignement professionnel et voie générale, entre les filières, entre les parcours.

François Asselineau (UPR) « Rétablir l'ascenseur social au mérite »

Rétablir l'ascenseur social au mérite grâce à l'instruction publique est la solution décisive pour affaiblir les menaces qui pèsent sur la cohésion nationale. Le projet propose la rénovation de nombreux établissements, la maîtrise de la langue française, du calcul et l'enseignement approfondi de l'histoire comme objectifs principaux avant le collège , la revalorisation de la fonction enseignante par l'amélioration des conditions de travail et de rémunération, l'interdiction de la privatisation des services publics stratégiques (notamment de l'éducation), la répression sans faille de toute agression physique ou morale contre les enseignants.

Jean Lassale : « L'école ne doit pas viser la conformité »

L'instruction publique doit transmettre le savoir-faire, enseigner langue et culture, préparer à un métier. L'école ne doit pas viser la conformité mais le développement des talents par un suivi attentif tout au long de sa scolarité, par un petit groupe autour des enseignants, la découverte du travail de la ferme dès l'enfance, l'alternance bien avant seize ans, les classes spécialisées pour les artistes ou les sportifs, participeront à rendre ou entretenir le goût d'apprendre. Il faut aussi apprendre la maîtrise des outils de communication.

Jacques Cheminade : « Penser l'éducation comme une nouvelle frontière pour la France ».

Il s'agira de rétablir les heures d'étude dans l'enseignement primaire et secondaire, pour aider aux devoirs et aux leçons, et recréer ainsi les conditions sociales d'égalité d'accès aux connaissances d'augmenter, de 20 % le salaire des enseignants et organiser leur suivi des élèves après les heures de cours. Dans ce contexte, mettre en place un dispositif de soutien scolaire public et gratuit.

Philippe Poutou (NPA) « La pédagogie n'est pas un buzz médiatique »

L'émancipation des jeunes est la visée première. Il s'agit de ne pas instrumentaliser l'école au profit d'une idéologie réactionnaire, colonialiste et xénophobe mais plutôt d'augmenter les contenus culturels. Il faut proposer une pédagogie émancipatrice et coopérative, active, favorisant l'autonomie et l'esprit critique des jeunes en s'appuyant sur les pédagogies dites nouvelles (Freinet, Montessori...). L'éducation doit affaiblir l'État policier. S'il y a un droit général à l'éducation pour tous, il faut réduire les inégalités sociales et lutter contre les discriminations, maintenir un véritable collège unique ; refuser un déclassement des établissements , renforcer la mixité, empêcher la ségrégation, maintenir des ZEP (Zones d'éducation prioritaires) sous un label « éducation prioritaire » de la maternelle au bac avec obligation de moyens renforcés et bonifications pour les personnels. Il faut recruter jusqu'à répondre aux besoins, augmenter la part du temps de travail consacré à la concertation et préparation et revaloriser les salaires des enseignants.

Nathalie Arthaud (lo) ""Consacrer l'argent public à l'éducation "

Il faut consacrer l'argent public à l'éducation au lieu de le distribuer, à perte, au grand patronat. En France près de 40% des élèves issus de milieux défavorisés sont en difficulté. Il faut améliorer le taux d'encadrement des élèves. Toute une partie des élèves de familles populaires ne peuvent acquérir au début de l'école primaire les bases nécessaires pour poursuivre leur scolarité, et les enseignants sont bien incapables d'y remédier, faute de moyens pour travailler en petit groupe ou individuellement.

Avis d'un professeur, Gérard Debroas

Le programme de M. Le Pen correspond à une conception de l'éducation qui colle à l'idéologie du Front National : fonction assimilatrice de l'école qui devient une sorte de sanctuaire fermé qui oublie les diversités familiales. Cela me semble contestable : l'école doit se détacher de toute idéologie partisane. Elle souhaite réduire le rôle des « experts » en pédagogie, puisque l'accent est mis sur les savoirs disciplinaires. S'il faut développer l'apprentissage et la maîtrise des fondamentaux dès l'école primaire, cela doit être fait avec une diversification des pédagogies pour s'adapter à un public scolaire hétérogène. En ce qui concerne la discipline, elle défend une sorte de « tolérance zéro ». On doit renforcer le respect de règles et l'autorité à l'école, mais cela ne peut se faire qu'avec discussions et dialogues au sein de toute la communauté éducative (y compris les parents) pour pacifier des relations humaines parfois difficiles. La conception de l'école de F. Fillon est conservatrice, avec priorité donnée à un socle commun de connaissances dans un cadre où respect des valeurs et discipline sont privilégiés. Ces aspects me paraissent essentiels mais l'école doit évoluer avec la société. Cela est peu présent dans le programme de F. Fillon. De plus, son idée d'évaluer les professeurs « au mérite » me semble très discutable car comment évaluer de façon juste et précise le « mérite ». Par contre sa volonté de développer apprentissage et enseignement professionnel pour mieux permettre aux jeunes (notamment ceux ayant des difficultés dans le cursus traditionnel) de s'intégrer dans la vie active me parait positive. Si j'approuve la vision libérale de l'école d'E. Macron, sa volonté de diversification des parcours, il me semble qu'il fait un constat trop optimiste de la situation de l'école aujourd'hui et néglige certains problèmes(incivilités,violence,etc...). La lutte contre les inégalités est centrale dans le programme de B. Hamon et J. L. Mélenchon. Ils mettent en avant le manque de moyens du système scolaire et entendent y remédier par la création de postes, la diminution du nombre d'élèves par classe. Cela est certes important mais non suffisant. Un autre moyen est de rendre la carte scolaire plus contraignante, ce que je désapprouve. J.L. Mélenchon ajoute à ces conceptions celle d'une école formatrice de futurs citoyens, proche parfois de celle de la IIIème République, laïque, émancipatrice, rigoureuse. Cela me semble aller dans le bon sens. Par contre, B. Hamon a une conception de la laïcité que je conteste car il semble rendre responsable l'institution elle-même des problèmes actuels et non les dérives communautaristes. Les « accomodements raisonnables » qu'il semble souhaiter risquent de faire entrer à l'école les intégrismes de tous bords.

Avis d'un parent d'élève, Magali Boyer

En tant que parent de trois enfants (deux au collège et une au lycée), je me rapproche plus de la vision de JL. MELENCHON sur les finalités de l'éducation. L'école est un lieu de savoir mais aussi un lieu pour l'apprentissage du vivre-ensemble, des principes de liberté, égalité, fraternité, entraide... et d'ouverture sur les autres cultures. Elle doit donner les mêmes chances à chacun afin qu'ils puissent développer un don, des qualités, des aptitudes particulières. Chaque élève est diffèrent, mais ils ont potentiellement tous une place dans notre société. L'école doit les aider à trouver cette place. Ils doivent être ouverts sur le monde, diversifiés sans négliger les fondamentaux. Il faut renforcer la mixité et empêcher la ségrégation (cf. PH. POUTOU). L'apprentissage des langues doit être plus développé notamment via des classes européennes ou bilingues (cf. ce que dit E. Macron). Sans oublier les langues régionales qui font partie de la culture de bon nombre d'enfants. Je souscris totalement à ce que dit E. Macron sur la taille des classes, notamment dans les classes importantes comme le CP et CE1. Il faut accueillir avec bienveillance tous les enfants, sans discrimination et sans stigmatisation. L'école doit être en capacité d'éduquer tous les enfants en respectant leur différence physique ou psychologique, leur histoire personnelle, leur culture et langue d'origine, leur régime alimentaire, leur religion, leur façon de penser... Ils sont tous des enfants de la République. Oui pour une conception apaisée de la laïcité (cf. ce que dit B. Hamon). Je pense en tant que parent que la pédagogie doit s'adapter à nos différents enfants et non pas que nos enfants, certes différents, doivent s'adapter à la pédagogie. C'est pourquoi je souhaiterais que de nouvelles pédagogies se mettent en place, celles qui tiennent compte des spécificités de chaque enfant (Montessori et autres) mais pas uniquement dans des écoles privées hors de prix, mais aussi dans les écoles publiques et surtout dans les zones prioritaires (cf. ce que dit Philippe Poutou). Certains candidats proposent de développer l'autonomie des chefs d'établissements, je suis d'accord à condition que les établissements en zone défavorisées, rurales... aient plus de moyens humains et financiers pour mettre en place des projets intéressants et propices au développement de nos enfants. L'uniforme, pourquoi pas ! Pour les parents, l'orientation est devenue le problème.

Avis d'un universitaire, Guy Lapostolle

Les programmes « Ecole » des candidats aux présidentielles révèlent bien plus que l'analyse que ceux-ci font des forces et des faiblesses de l'Ecole actuelle. Ces programmes révèlent un idéal de société et d'individus que ces candidats souhaitent voir advenir. Ils révèlent surtout les grandes valeurs qui guident prioritairement les candidats dans la construction des politiques et des dispositifs qu'ils devront mettre en œuvre pour construire une Ecole au service de leur idéal.

Lorsqu'il s'agit pour Philippe Poutou, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon de renforcer la mixité sociale, d'empêcher la ségrégation, c'est bien une société plus égalitaire qui est visée. La tradition centralisatrice forte ou jacobine dans laquelle s'inscrivent ces candidats, accorde une place première à cette valeur qu'est l'égalité. Sans elle, pas de liberté. Cette égalité est assurée par un Etat qui exerce un contrôle réel et mène une politique volontariste. Chez François Fillon, c'est le principe de liberté qui est mis en avant, liberté des parents de choisir l'école qu'ils souhaitent pour leurs enfants et liberté pour les chefs d'établissement dans la construction de leur offre de formation. Cette liberté, conformément à la tradition de sa famille politique est envisagée comme un puissant facteur d'émulation qui devra conduire à une école de qualité dont bénéficieront les usagers. Dans une certaine mesure, Emmanuel Macron tente se situer entre ces positions traditionnelles de droite et de gauche. S'il accorde davantage de liberté et d'autonomie aux établissements pour diversifier et élargir l'offre de formation, il entend également conserver à l'Etat un pouvoir de contrôle sur la carte scolaire pour favoriser la mixité sociale. Les candidats souverainistes se rejoignent sur la nécessité de cultiver le sentiment d'appartenance à la nation. Nicolas-Dupont-Aignan veut maintenir des programmes nationaux et faire chanter La Marseillaise. Marine Le Pen veut restaurer l'autorité des enseignants, souhaite moins de pouvoir décisionnaire aux parents. Un Etat et des enseignants autoritaires permettront de forger ce sentiment d'appartenance nationale.

En somme, quelle que soit la présentation que les prétendants à la plus haute fonction de l'Etat font de leur candidature, qu'ils se présentent comme des candidats de la rupture ou des candidats qui s'inscrivent dans la continuité de ceux de leur parti qui ont assumé cette fonction, leurs programmes « Ecole » sont des sources d'information qui méritent une réelle analyse. Ces programmes nous éclairent sans aucun doute sur les valeurs qui les animent mais également sur l'avenir collectif et individuel qu'ils nous souhaitent…

Yohann Corten

Les conceptions des salles de classe et des écoles ont-elles de l'importance dans le bien-être à l'école et dans la qualité d'apprentissage ?

Les espaces commandent nos vies et nous essayons de construire les espaces pour que nos vies soient conformes à nos projets. Cette question a été déléguée aux architectes, aux aménageurs dans le flux constant de l'hyper spécialisation des tâches. C'est pourtant une question anthropologique mais aussi une dimension du règne vivant. Dans les années 50 et 60 en Amérique et en Europe, Edward T. Hall aux U.S.A. a abondamment travaillé le sujet vulgarisé dans un ouvrage : « La dimension cachée ». Ou encore Abraham Moles et Elisabeth Rohmer, en Europe, qui développent la micro-psychologie appliquée à l'espace de l'humain. L'école a, dès ses origines, réfléchi à l'environnement spatial en naturalisant une sorte de disposition universelle qui pose le professeur sur une estrade devant un public en récurrence directe de la théâtralité. Au cours du 19° siècle, l'enseignement mutuel a industrialisé un principe d'architecture scolaire très formalisé. Puis les avancées pédagogiques – de Montessori ou Freinet – ont cristallisé l'environnement spatial comme une contrainte ou un potentiel de créativité pédagogique. Plus près de notre époque, en France la décentralisation a pratiquement délégitimé la puissance publique dans cette réflexion. Le dernier programme national qui reste dans l'imaginaire collectif, est attaché aux collèges Pailleron et leurs défauts mortels. Depuis, les gestes architecturaux ont été la règle pour la création d'environnement scolaire.

L'espace d'apprentissage n'est pas anodin. Des écoles neuves qui sortent de terre dans un flamboiement de couleurs acidulées, mais avec des espaces scolaires dans le plus pur classicisme. Des écoles anciennes qui cherchent à se rénover, en se demandant comment à coût supportable l'innovation peut aller plus loin que le choix des peintures. Sur quoi s'appuie-t-on pour en discuter, en juger, en décider ? L'espace de la recherche est quasiment atone sur ces questions pourtant structurantes. Que dire de ce qui innerve à présent la société avec ses préoccupations quant au numérique, à la prévention des pollutions, sans parler des nouveaux besoins de sécurité, tout en cherchant à construire des écoles d'un nouveau millénaire, plutôt que des transmissions d'héritage des siècles précédents ?

Ce qui relève de l'aménagement scolaire est en prise directe avec ce que font l'élève et l'enseignant. Il est donc légitime de se reposer la question de l'évolution des contraintes des espaces au regard des possibilités pédagogiques. Ne pas le faire, c'est continuer à s'emprisonner dans des catégories qui laissent à la surface du geste architectural la responsabilité de penser les rapports entre l'apprentissage et l'enseignement. Sans doute les programmistes ont des compétences très étendues, très certainement les architectes sont dépositaires d'une créativité artistique porteuse de sens, évidemment les usagers ont toute pertinence pour exprimer leur avis lors de l'élaboration de projet, mais oser la recherche sur ces questions, c'est chercher à exiger un niveau de réflexion qui s'articule sur des résultats tangibles et pas seulement sur des fulgurances aussi géniales soient-elles. La question qui ne se pose jamais en matière de nouveaux bâtiments et pas plus pour les anciens, concerne le temps. Comment conçoit-on des solutions qui pourront évoluer avec le temps, plutôt que de le figer dans une gangue qui ne conserve pas mais qui enferme ? Comment mettre en évidence que la conception de salles de classe qui prend en considération le besoin de lumière et d'ouverture sur le monde, induit exactement l'inverse lorsque l'on utilise des technologies qui font très mauvais ménage avec l'excès de lumière.

En 2017, l'Université de Cergy-Pontoise à partir de sa plateforme technologique Techedulab a créé une Chaire de recherche *« Transition ² : Des espaces en transition à la transition des espaces éducatifs »* appuyée par la Caisse des Dépôts et Consignations, Bouygues®Construction, la société informatique PSI, le Numérilab de la DNE (Direction du Numérique pour l'éducation), la cité du Design de Saint Etienne, et d'autres partenaires en cours. Son objet unique est d'investiguer par la recherche les problématiques liées aux espaces d'apprentissage et d'enseignement.

La qualité de l'air a-t-elle un impact sur les performances d'apprentissage? La disposition des espaces collectifs d'un établissement est-elle déterminante dans le niveau d'agressivité des usagers ? L'organisation de l'espace classe définit-elle le confort d'apprentissage et d'enseignement et se mesure-t-elle dans les performances des usagers ? Quel impact du niveau sonore de la vie d'un élève sur ses capacités de concentration ? Autour de ces questions qui conduisent à investiguer l'environnement d'apprentissage aussi bien du

point de vue spatial, que sonore, sécuritaire et d'autres variables encore, on peut se demander comment l'environnement nous conforme. C'est le point de vue de la recherche. Comment repérer les défis et y apporter des solutions. C'est le point de vue de la valorisation.

Cette dynamique s'inscrit dans l'initiative d'excellence des investissements d'avenir I-SITE, dont l'Université de Cergy-Pontoise a été lauréate en février 2017. Le volet international est important et les perspectives d'ancrage dans la réalité des collectivités territoriales se croisent avec les réflexions qui s'ouvrent partout sur la planète.

Un programme de recherche ambitieux, des programmes d'accompagnement des projets liés à l'espace d'apprentissage et d'enseignement par l'instrument de la recherche se développent, tout comme des opérations de partage vont ponctuer l'évolution de cette Chaire. C'est le cas par exemple du concours Archischola qui en constitue un tremplin.

Alain Jaillet
Laurent Jeannin
Laboratoire EMA - Université de Cergy-Pontoise

ARCHISCHOLA

Comment faire émerger une dynamique de réflexions et d'actions autour de l'architecture scolaire ? La fondation de l'UCP, l'Institut d'Etudes Avancées (IEA) de l'UCP, le laboratoire EMA (EA – 4507), la plateforme technologique TECHEDULAB ont investi pour la mise en œuvre d'un programme original, le concours international d'idées sur l'architecture scolaire. Le but était d'inviter des étudiants en architecture, des architectes, des pédagogues, à réinventer l'école de demain. 100 équipes se sont inscrites, la sélection de 22 équipes a présenté ses travaux sous une forme originale à l'ESPE de Cergy-Pontoise le 23 novembre 2016. Les projets ont été évalués par des usagers de différentes catégories liées à l'école. Ainsi, un jury de 30 élèves de collège, un autre de 30 élèves de lycée, également 30 étudiants futurs enseignants, 30 thésards en sciences de l'éducation, et 30 professionnels architectes, inspecteurs généraux, enseignant-chercheurs ont analysé les plans, regardé les maquettes, écouté les explications. Chacun des membres des jurys a noté les projets à partir d'une grille détaillée et tous les résultats ont été compilés. Le lauréat d'Archischola 2017 a reçu le prix Patrick Texier du nom d'un architecte qui a réalisé beaucoup de bâtiments scolaires. Ce premier prix a été décerné à l'équipe d'étudiants en architecture de l'école d'architecture de Rabat pour leur projet Boite à Merveilles. Située dans les bidonvilles de Rabat, ce projet cherche à déconstruire l'école institutionnalisée pour rendre l'apprentissage accessible à tous : l'école est construite par les habitants, en matériaux recyclés, au centre de la vie du bidonville. «*Face à l'école institutionnalisée, cloisonnée et inaccessible à un grand nombre d'enfants et de jeunes dans les bidonvilles au Maroc, le projet « Boîte à merveilles » intervient et réagit afin de rendre le milieu d'apprentissage scolaire facilement accessible aux habitants. L'idée est de créer une boîte d'apprentissage faite par et pour les habitants du bidonville Douar Gueraa à Rabat*». Bouchra Salmane, Doublali Ali, Norddine Yassine, En collaboration avec l'Ecole nationale d'architecture de Tettouan.

Le deuxième prix a été décerné à une équipe de jeunes architectes et animateurs pour leur projet « Un village, une ville dans la ville : bienvenue dans les maisons des enfants », projet modulaire de A à Z, qui peut s'adapter à tous les contextes, en mettant en avant un environnement contrôlable, grâce à une serre ventilée, pour répondre à la notion de bien-être des enfants. *« L'idée de ce projet est de proposer une vision nouvelle de l'école. Participative sur son quartier, culturelle (ouverte sur le monde des cultures, des cours, des ateliers, des services, des partages…), pédagogique inspiré de méthodes Freinet, Montessori… ».* Beccaria Audrey ; Brinon Marie ; Charpentier Alexandra ; Miquel Marie et Sam Olivier

Le troisième prix a été décerné à une équipe de trois architectes pour « Scola Halle : autonomie, liberté et respect », un projet qui s'appuie sur la disparition de la classe au profit d'espaces plus informels, dans l'idée d'une recherche de l'information par les élèves, en favorisant leur autonomie, mais aussi les interactions et la transmission. Scola Halle : autonomie, liberté et respect *« L'école est donc présentée comme une halle traditionnelle, la plus ouverte possible dans son volume intérieur. L'élève n'a plus ni classe ni classement. Il est en auto contrôle et va chercher sa connaissance suivant un parcours libre ponctué de bornes multimédias, à l'image des échoppes composant la halle. L'élève est en possession d'une tablette multimédias qui se connecte à l'approche des bornes réparties au long du parcours de la halle-école.* Boisson Marlène, Bouche Elie, Vuillermet Julie.

Le concours Archischola 2018 sera lancé à la rentrée.

Alain Jaillet
Laurent Jeannin
Laboratoire EMA - Université de Cergy-Pontoise

ARCHISCOLA

3ème

2ème

1er